

“ Une décentralisation bâclée et dangereuse ”

Le récent congrès de l'Association des maires de France a fait apparaître en pleine lumière les dangers des lois Raffarin-Sarkozy en matière de décentralisation. Les maires dans leur grande majorité sont plus que méfiants devant un projet bâclé et obscur. Les transferts de compétences et de services publics vers les collectivités locales ne s'accompagnent pas des moyens correspondants aux besoins à satisfaire. Les risques de dégradation des services publics sont réels dans des domaines aussi importants que les transports publics, le logement social, la santé, la culture ou l'éducation. Les territoires vont être mis en concurrence les uns avec les autres et les services publics qui étaient garantis à tous jusqu'à présent seront démantelés ou supprimés là où les collectivités locales ne pourront pas payer.

Cette décentralisation est celle des déficits de l'Etat dans le cadre d'un vaste transfert de charges vers les départements et les régions avec des répercussions directes pour les communes qui seront moins aidées. Le gouvernement peut afficher ainsi une baisse de l'impôt sur le revenu, qui avantage essentiellement les plus fortunés, et les collectivités devront augmenter les impôts locaux payés par tous pour faire face aux transferts.

La mise en cause des services publics est une réalité à Metz quand on considère par exemple le projet de suppression du poste de police de la Patrotte envisagée par le préfet à la demande du maire de Woippy qui veut récupérer pour sa commune les effectifs ainsi transférés. Si la ville doit remplacer les policiers retirés par des policiers municipaux, ce sera aux frais des contribuables messins et pour un service différent.

La belle idée de décentralisation, initiée par la Gauche en 1982, ne doit pas être dévoyée par le projet Raffarin-Sarkozy. Aucune compétence ne doit être transférée sans les moyens correspondants avec des garanties de service public renforcées. Mais la Gauche préconise d'aller au-delà en rapprochant davantage le pouvoir des citoyens dans le cadre d'une démocratie territoriale s'appuyant sur de véritables conseils de quartier qui manquent cruellement à Metz. La participation n'est pas du temps perdu contrairement à ce que dit le Maire de Metz, c'est la condition pour faire progresser la citoyenneté en même temps qu'une exigence de notre société.

Le groupe de la Gauche Plurielle souhaite une année 2004 heureuse et citoyenne à tous les messins.

Daniel Planchette
PS.



Danièle Bori
PCF.



Dominique Gros
Conseiller Général
PS.



Marie Anne Isler Béguin
Député Européen
Verts.



Marielle Olezinski
PS.



Pierre Bertinotti
Président du groupe
PS - PC
PS.



Pierre Tiercelin
PS.



René Darbois
Président du groupe
des Verts.



Véronique Roederer
PS.



Violaine Pauly
PS.

